

Initiatives ministérielles

té inférieure à ceux dont bénéficient les Canadiens des provinces plus riches.

[Traduction]

M. Dennis Mills (Broadview—Greenwood): Monsieur le Président, je désire féliciter mon collègue du Nouveau-Brunswick qui se fait toujours le fidèle porte-parole de ses électeurs dans cette Chambre. Ce matin, il nous a dit combien il était important que la présence fédérale se fasse sentir dans sa circonscription; d'un bout à l'autre du Canada, il y a de nombreuses circonscriptions qui, à l'heure actuelle, comptent sur cette même présence fédérale pour cimenter notre unité. Dans bien des régions, c'est le cordon ombilical qui les relie au gouvernement national.

La question que j'adresse au député touche directement à l'économie. Il représente une circonscription rurale. Et moi, je représente une circonscription urbaine, tout ce qu'il y a de plus urbaine. Jour après jour, j'entends dire que nous, les députés fédéraux, ne semblons pas consacrer suffisamment de temps aux problèmes économiques de ce pays. Nous ne passons pas assez de temps à chercher des solutions au chômage de nos compatriotes.

Ils sont alarmés à l'idée qu'on puisse toucher à l'assurance-maladie, à notre système de santé national, comme le fait le projet de loi dont nous sommes saisis aujourd'hui, et ils nous sont reconnaissants de prendre leurs préoccupations au sérieux; tout au long de la journée, je ne cesserai de demander à mes collègues leur avis sur le démantèlement de notre système de soins de santé.

Pour le moment, j'aimerais que le député me dise si ses électeurs ruraux partagent l'idée que se font les électeurs urbains de leurs députés fédéraux à qui ils reprochent de ne pas parler assez de l'économie de ce pays et s'ils ont une idée de ce que nous devrions faire.

M. Arseneault: Monsieur le Président, j'aimerais remercier le député de Broadview—Greenwood, qui est non seulement un collègue mais aussi un ami, de sa question et de l'intérêt dont il fait preuve. Je tiens à dire tout d'abord qu'il a suivi ce débat depuis le début et qu'il a fait de nombreuses interventions, que la préservation de notre régime d'assurance-maladie lui tient très à coeur et qu'il est prêt à tout pour le défendre.

En ce qui concerne l'économie, permettez-moi de faire un retour en arrière et de rappeler que le premier ministre, ou plutôt celui qui allait devenir le premier ministre actuel, avait promis aux Canadiens de leur donner du travail, du travail et encore du travail. Les historiens vont s'en souvenir de cette promesse!

Et qu'est-ce que nous avons? Du chômage, encore du chômage et toujours du chômage! Dans ma circonscription, le taux de chômage est de 18,5 p. 100. Mes électeurs me disent que nous devons nous occuper de l'économie. Il faut que nous leur trouvions du travail. Il le faut.

Ce week-end, j'ai assisté à une conférence et je félicite les gens de ma circonscription qui l'ont organisée. Deux groupes distincts représentant les deux régions de ma circonscription travaillent dans ce domaine. Le premier, qui vient de tenir une conférence sur l'économie, est en train d'élaborer une stratégie, une stratégie économique pour sa région. L'autre tiendra une réunion samedi pour constituer le comité qui sera chargé de l'organisation d'une conférence sur l'économie dans sa région. Il s'est fixé comme mandat de cerner les secteurs prioritaires pour lesquels il adoptera un plan d'action et fera appel à l'aide des gouvernements.

Pour en revenir à la présence fédérale, j'estime que c'est la clé du succès. Si le gouvernement fédéral ne fait pas preuve de confiance dans une région donnée, pourquoi les entrepreneurs n'en feraient-ils pas autant? Ma région, par exemple, a été pendant de nombreuses années un centre important pour le CN qui employait environ 1 500 personnes depuis 10 ou 15 ans; maintenant il n'en emploie plus que 200. Que peuvent penser les entrepreneurs quand le gouvernement fédéral supprime tous ces emplois dans une région? Quelle confiance est-ce que cela peut donner?

• (1100)

C'est la même chose pour VIA Rail. La confusion la plus complète règne dans l'industrie forestière. Il y a des licenciements et des arrêts de production dans un grand nombre de nos usines. Il y a même une usine, un des grands employeurs de la région, Atholville Pulp Inc, qui, paraît-il, a définitivement fermé ses portes. Nous essayons de la faire rouvrir et nous cherchons un acheteur. Nous tentons de diversifier l'économie. Nos efforts vont donc dans ce sens. Songeons à Dalhousie Mill qui, il y a 10 ou 15 ans, employait près de 1 500 personnes pour l'exploitation des boisés et de l'usine, alors qu'aujourd'hui, il n'y a plus que 1 000 employés et ce nombre est en diminution constante.

Manifestement, l'économie traverse une crise. Nous avons besoin d'aide, et c'est le gouvernement fédéral qui doit la donner. Je ne demande pas l'aumône ni qu'on distribue de l'argent à droite et à gauche. Les gens veulent travailler. Ils tiennent à leur fierté et à leur dignité.